

Le CAG et la municipalité "autogestionnaire" de Louviers

Par Gérard Martin, maire-adjoint de 1976 à 1983, militant du CAG et du PSU, ancien président de la « Fédération nationale des élus autogestionnaires », membre ensuite d'« A Gauche Vraiment » à Louviers, et du NPA

Contribution personnelle au bilan de cette période, écrite en 2010 pour un exposé de formation, revu en janvier 2014 suite au décès d'Ernest Martin, figure centrale de cette histoire

Jusqu'en 1958, La vie politique de Louviers a été dominée par la forte personnalité de Pierre Mendès-France.

Ce dernier s'est opposé à de Gaulle parce qu'il n'approuvait la manière qui a présidé à son retour au pouvoir. Aux législatives de novembre 1958, Mendès est battu par Rémy Montagne, en fait MRP, sous l'étiquette du "Rassemblement des OUI". Considérant qu'il a été désavoué par les électeurs, Mendès se démet aussitôt de tous ses mandats et délégations : Maire, Président du Conseil Général, et quitte même la présidence du FMI.

Aux Municipales qui suivirent en mars 1959, curieusement, l'équipe qui entourait Mendès l'emporte et bat Montagne pas encore suffisamment implanté. Le Maire est André Vincelot, instituteur à la retraite, féru de musique, personne honorable mais qui n'a pas l'étoffe d'un maire. D'autant plus que les adjoints ne sont guère moins médiocres, ou restent falots, comme Jumelle, (instituteur lui aussi), Guérin (entrepreneur dans le bâtiment), Marouby (pharmacien), Jeanne (expert comptable), Jeulin (inspecteur du travail à la retraite), et Mme Roudier, secrétaire de Pierre Mendès-France), qui protestera en démissionnant.

Cette municipalité qui ira en ronronnant jusqu'en 1965 se caractérise par un manque total de dynamisme. Les Municipales s'annoncent mal, car Montagne a des arguments pour prendre sa revanche. Se présentent trois listes :

- La municipalité sortante, emmenée par André Vincelot.
- La liste Montagne.
- Et une liste de gauche qui ne se reconnaît pas dans ce mendésisme ramollo, emmenée par le PCF ou des proches (Bertault, Emile Ranger, Le-rebours, Robert Laheye, ...), mais aussi des gens bien ancrés à gauche comme Louis Vallée, Serge Bove, Claude Dumer, etc...

Ça ne manque pas : Montagne enlève cinq sièges au premier tour, dont lui-même, Henri-Adolphe Bertin (marchand de charbon), Frida Ramlot, Jacques Grenet... La liste Vincelot est balayée, et l'autre liste de gauche fait un score honorable, compte-tenu des circonstances. Les

Lovériens, éberlués, assistent à un spectacle époustouflant : une partie de la liste Vincelot emmenée par Serge Jumelle, premier adjoint, passe avec armes et bagages dans le camp Montagne qui veut se donner le beau rôle en jouant les rassembleurs. Quelques individualités rejoindront la gauche : Marouby, M^{me} Morfoisse, Raymond Langlois, etc...

Car la gauche se réorganise, et trouve une nouvelle tête de liste : le docteur **Ernest Martin**, dont l'action humaine et sociale est très appréciée (mouvement anti alcoolique entre autres – Le Châlet). Au deuxième tour, retournement de situation : au terme d'une campagne électorale passionnée autour d'un slogan unique : Jumelle a trahi », et grâce au scrutin uninominal, la liste Martin (**Union des Gauches - U.D.G.**) enlève 14 sièges sur 27, obtenant la majorité au grand dépit de Montagne. La "trahison" n'a pas payé. Jumelle et ses transfuges prennent en prime une raclée... et Montagne voit la Mairie lui échapper.

Ce fut épique, mais personne ne s'attendait pas à ce qu' Ernest Martin nous concoctait.

La municipalité de l'Union des Gauches (1965-1969) :

Ernest Martin est doté d'une forte personnalité, d'une intelligence supérieure et n'a pas l'intention d'être un maire conventionnel. Enumérer toutes ses "nouveau-tés" peut relever d'un travail herculéen, mais essayons d'en dégager l'essentiel (et dans le désordre) :

- La municipalité Vincelot a cherché à présenter un bilan moins lamentable en décrétant la construction d'équipements : gymnase et piscine. Cette dernière n'était pas couverte, donc utilisable en été seulement. Ernest Martin a l'idée de la couvrir en saison froide **d'une structure gonflable**. Ce fut un tollé, surtout de la part de la droite, qui prédisait une existence éphémère à cette "bulle". 25 ans après, elle était toujours remontée en automne !

- **Animations culturelles** nombreuses et de qualité : un Musée revivifié avec des expositions attractives, et parfois interactives, des spectacles nombreux avec la création d'un Festival de Théâtre en juin, les ateliers de peinture libre pour les enfants, un laboratoire de langues,

l'aménagement de la Salle de la Rotonde, une Maison des Jeunes, la Bibliothèque pour Enfants, etc...

- Pour que ces activités et les équipements soit accessibles à tous, la "**gratuité**" est institutionnalisée : bibliothèques, musée, spectacles, etc...
- Création de l'**Atelier Municipal d'Urbanisme**. Un outil indispensable pour assurer le développement de la Ville.
- Développement du **chantier municipal** pour avoir les moyens de réaliser certains travaux. C'était un outil favorisant l'autofinancement de la partie budget d'investissement sur le budget de fonctionnement.
- Avec les travaux du Chantier municipal, proclamation que **le beau doit être accessible aux humbles**. Une cantine municipale bien traitée, une bibliothèque des jeunes très jolie, la salle de la Rotonde au Musée, la Maison des Jeunes, rien ne sera trop beau. Cela attirera de vives critiques de la part de la droite qui se demande pourquoi le peuple a droit à la qualité.
- Volonté de **maîtriser l'approvisionnement en eau et sa distribution**. "Qui tient l'eau tient le pays", proclamait-il.
- **Création d'un service de transports**. L'achat des bus a donné lieu à un gag : Ernest Martin fait voter l'achat des cars, puis dit : "*Vous pouvez les voir, ils sont dans la cour de la Mairie*".
- **Mai 68** : Ernest Martin prend la tête du cortège qui a fait le tour des boîtes pour inciter les ouvriers à rejoindre le mouvement de grève. Ne pas oublier qu'un Maire est aussi officier de police judiciaire, et c'est à ce titre que, revêtu de l'écharpe tricolore, il a conduit la manif.

Toutes ces nouveautés, toutes ces créations de service, tous ces changements dans la "gouvernance" (action sociale en particulier), le style particulier de Nénesse qui est démocrate sur le papier, mais beaucoup moins en pratique, heurtent l'opposition de droite qui le harcèle sans retenue et sans arrêt (articles de Grenet dans l'hebdomadaire de droite, « Louviers éclair » sous la signature du « Naïf », interventions haineuses en conseil, attitude retorse de Montagne ...). Ernest Martin n'en a cure et poursuit son action. La droite prend prétexte des dépenses qu'elle juge exorbitantes, et pilonne l'UDG en l'accusant de ruiner les finances de la Ville. Elle finira par s'en intoxiquer l'esprit (même quand Montagne deviendra Maire), persuadée que ça va mal, alors que l'utilisation de l'argent du contribuable est raisonnable, et de plus, tournée à son profit.

Mais le PCF n'est pas en reste. Il renâcle de plus en plus. Pour faire bonne mesure, il ac-

cuse Nénesse d'anarchisme, le grand opprobre pour lui après mai 68, qu'il n'avait pas voulu.

C'est la mort de Raymond Langlois qui déclenche tout. L'UDG n'a plus de majorité franche, et le PCF et ses affidés y voient la bonne occasion de "ramasser la mise". Le budget primitif 1969 n'est pas voté. La crise est ouverte. Le Conseil Municipal est dissous. Nouvelles élections en mars 69.

Elles seront passionnées et passionnantes. Trois listes en présence :

- La Liste Montagne bien sûr qui voit l'occasion rêvée d'enlever la Mairie.
- La liste Martin qui ne veut pas se rendre sans combattre.
- La liste PC et dissidents de la LAG.

Au deuxième tour, Montagne remporte donc les élections. La victoire Montagne n'est pas si nette que cela, car la liste Martin, toujours emmenée par Nénesse, qui a soif de revanche, a fait une excellente campagne sur le thème de l'**Education Permanente**. Faut le faire !

Pour les Finances, Ernest Martin imagine de convoquer Montagne en réunion publique pour qu'il justifie ses attaques à ce sujet. Pour arbitrer le débat, un jeune magistrat de la Cour régionale des Comptes en poste à Rouen viendra prêter main forte : c'était... Pierre Joxe.

Néanmoins défaite claire, mais très honorable. La liste autour du PC est écrasée, il ne s'en relèvera jamais.

1969-1971 :

Un mouvement s'organise autour de Nénesse pour continuer à propager ses idées. Cela aboutira à la création du **C.A.G. : Comité d'Action de Gauche**. Nous prenons l'habitude de nous réunir au Châlet (rue Guy de Maupassant).

La gestion Montagne est on ne peut plus banale : l'obsession financière ne connaît plus de bornes :

- Réduction des dépenses tous azimuts. Naturellement, les moins favorisés ne s'y retrouvent plus.
- Rétablissement des tarifs pour tous les services.
- Suppression de l'Atelier Municipal d'Urbanisme, etc...

Revanche idéologique réactionnaire classique.

Gestion sans éclat. On pensait Montagne plus intelligent et plus capable. Son passage à la Mairie de Louviers en décevra beaucoup à droite. Car en 1971, il y a des élections "normales".

Les élections de 1971 :

Pendant deux ans, nous éditerons un bulletin de qualité (imprimeur : Fromentin) : sous le titre de **DEVENIR**. Critiques acerbes de la municipalité Montagne alternent avec des articles de fond et de propositions. Distribué périodiquement, sur toute la Ville, **DEVENIR** devient la voix de la gauche innovante.

Les élections seront épiques une fois encore. La liste Montagne emporte 24 sièges, mais surprise, Montagne n'est pas élu, signe indéniable d'un rejet de sa personne. Mais la liste Martin n'a pas encore convaincu : le travail de reconquête a été trop court, et pas mené avec assez de constance et clarté. Trois élus tout de même : Henri Fromentin (imprimeur, futur maire), Louis Vallée et Pierre Quémener (tous deux instituteurs). Ce n'est pas un succès, mais si défaite il y a, elle fut courte. L'espoir renaît un peu, un courant est lancé. Il continuera de plus belle.

La période 1971-1974 :

Montagne éliminé, il a fallu trouver un nouveau maire : ce sera Maître Edouard Thiers, pied-noir, avocat de son état, qui sera dépassé assez rapidement, car en-dehors d'une assurance professionnelle de surface, il se montrera peu au fait des affaires municipales. Il ne pourra contenir les agissements de certains des adjoints, Frida Ramlot en particulier. Mme Labiche jouera un jeu plus personnel. Encore moins d'originalité et une gestion au "ras des pâquerettes".

La gauche, regroupée autour de la figure emblématique de son leader charismatique, se réunit toujours toutes les semaines au Chalet. C'est là que s'élaborera le programme que devrait être appliqué plus tard. Séances suivies par un groupe nombreux (60 personnes au moins gravitent autour du CAG), enthousiasmantes souvent car on a l'impression de refaire le monde, à commencer par Louviers. Mais parfois agaçantes aussi, à cause du comportement de certaines personnalités, au premier rang desquelles Ernest Martin.

Jean-Charles Houel, jeune journaliste à La Dépêche, œuvrera en grand pour nous soutenir. Ce journal est positionné à gauche. Sous l'impulsion d'Armand Mandle, son fondateur, ancien maire d'Evreux, il fut un soutien sans faille pour Mendès France. Avec une bonne teinture radicale socialiste, ce canard n'hésitera pas à nous soutenir. Véritable institution lovérienne, sa diffusion est à cette époque importante. Presque tous les foyers lovériens l'achètent.

Politiquement, le vent souffle dans le sens de l'autogestion. La CFDT, en ce temps-là, en faisait la promotion. Parmi les assidus du CAG, on trouvait les militants du Parti Socialiste Unifié (PSU), parti en pointe après mai 68, parmi lesquels votre serviteur, et Elisabeth Boutelet, prof d'anglais au Lycée de Louviers.

Ernest Martin trouvera intéressante cette démarche. Elle est novatrice, utopique dans le vrai sens du terme. Ça ne pouvait que lui plaire. Il y verra là un bon thème de propagande et de campagne électorale.

Car les résultats des élections de 1971 ont été si serrés qu'une plainte pour fraude électorale finit par aboutir. Effectivement, en 1973, la justice décide d'annuler les élections... des 13 derniers sièges (dont ceux de nos 3 élus) !

Dans ces conditions, la campagne se présente beaucoup mieux : la municipalité Thiers est déconsidérée, nos thèmes de campagne sont bien au point et nous avons le renfort très appréciable d'un groupe de graphistes amis (architectes, dont Raynald Harlaut) qui nous concocteront des affiches sensationnelles !

"Le pouvoir aux citoyens", "Exigeons Information, Participation, Contrôle", etc..., voilà pour les affiches politiques. Mais il y a les humoristiques qui ridiculiseront la droite. "La dernière poussée", "Le radeau de la Méduse" (en quatre feuillets), etc... eurent un énorme succès.

Le PS est en cours de réorganisation. Son leader, Michel Doucet, essaie de s'embarquer sur ce bateau qui lui paraît constituer un bon tremplin, sous l'idée prétexte de rassembler la gauche. Les négociations aboutiront à un refus du CAG de faire alliance. La raison en est un calcul électoral. Le CAG se considère assez fort pour arriver en tête, sans s'encombrer d'un parti envahissant. De toutes façons, pour le second tour, le PS sera bien obligé d'appeler à voter pour le CAG.

La droite est menée par Gubian, nouveau principal du Lycée technique. Il n'arrivera pas à remonter le courant, et de plus il est parti trop tard, sans préparation.

Pour changer, la tête de liste du CAG est désormais Henri Fromentin, personnalité très estimée.

Le CAG arrive largement en tête au premier tour. L'autre gauche est bien obligée de nous soutenir, un peu à contre cœur. Et nous remportons les 13 sièges haut la main, dans l'enthousiasme général.

Les campagnes électorales menées par le CAG seront dynamiques. 60 personnes certains soirs (et certaines nuits) pour distribuer, coller, surveiller. Une groupe de 5 à 6 de nos voitures ont coursé un "véhicule suspect", le coince dans une rue... pour constater qu'il s'agissait d'une voiture banalisée de flics de Louviers !!!

La droite fasciste et raciste s'illustrera parfois. Avec violence. Hersemeule et ses nervis (restaurateur à Pont de l'Arche, et bien connu pour ses "ratonnades") agressera un de nos véhi-

cules, portant dommages sur une voiture et molestant nos militants et militantes. Mais le CAG est assez fort pour renvoyer ces agresseurs à leurs chères pratiques... ailleurs !

1973-1976 : une opposition battante et combattante :

Les 13 élus du CAG peuvent maintenant devenir une véritable opposition. Le pauvre Thiers en verra des vertes et des pas mûres. Jamais il ne pourra faire face aux offensives d'opposants déchaînés, mal soutenu par des colistiers dépassés par la vigueur intellectuelle des membres du CAG. Car, c'est clair, l'imagination, l'innovation sont à gauche, et en face, les débris de la droite bien pâles.

Les intervenants jettent les bases de ce qu'ils pourraient faire s'ils tenaient la Mairie. Les séances du Conseil municipal sont bien préparées, les interventions n'en sont que plus percutantes. La droite n'en peut plus. Les citoyens s'impatientent. Un vif désir de changement s'amplifie.

Nouvel événement : M.Evrard, adjoint, décède brutalement.

La loi électorale est différente : il faut 27 conseillers, et il n'y a pas de suppléants. Il faut donc élire un 27^{ème} élu.

Les élections auront lieu en juillet ! La participation sera très faible. Le CAG présente Patrice Yung, qui est **élu**, et le CAG a désormais la majorité.

1976-1977 : Le CAG à la Mairie !

Premier acte : élire une municipalité.

Fromentin devient maire. Ernest Martin premier adjoint (Urbanisme, Petite enfance, et tout le reste). Les autres seront Pierre Quémener (Sports, Affaires scolaires, Etat-Civil), Gérard Martin (Animation, Culture et Ecoles), Elisabeth Boutelet (Information), François Bureau (Travaux), Monique Bonnet (Affaires sociales).

Pas d'adjoint aux Finances, pour ne pas être contrecarré par un adjoint dont l'influence pourrait être gênante. Les affaires financières seront suivies avec compétence par Christian Lafenêtre.

Parmi ces attributions classiques, notons le rôle particulier d'Elisabeth Boutelet qui sera chargée d'animer en fait la vie autogestionnaire de la Cité.

Deuxième acte : mettre notre programme en musique.

Les élections "normales" auront lieu en mars 77, soit 9 ou 10 mois après. Il s'agit de ne pas décevoir et mettre sans tarder notre beau programme en application.

Cela se passe pendant l'été 76 à réorganiser les services municipaux.

- Recréation de l'**Atelier Municipal d'Urbanisme**, sous la direction de François Jourdain, et qui sera un des bijoux chéris d'Ernest Martin.

- Création d'un grand service de l'**Animation et des Affaires scolaires**, confié à Jean Noisillet.

- Création du service **Information**, qu'Elisabeth Boutelet et Isabelle Martin prendront en main. C'est le service chargé de mettre en œuvre l'autogestion sous toutes ses formes.

- Les **Services Techniques**, le service des **Sports**, sans compter les services traditionnels (comptabilité, Etat-Civil, B.A.S. (C.C.A.S.), etc...) existent déjà et ne subiront pas de réformes importantes. Leurs compétences seront peu à peu étendues plus tard.

- Un peu plus tard, Ernest Martin créera le service **Petite Enfance** qui lui tenait beaucoup à cœur.

Parmi les réalisations avant ces fameuses élections, il faut noter :

- Fin septembre, avec la foire Saint-Michel, première et unique **Foire du Livre**. Tout lovérien (et même non lovérien) avait le droit à deux livres... gratuits. Avec l'aide de Maurice Pons, écrivain de nos amis (vivant au Moulin d'Andé), de nombreux écrivains connus et moins connus, éditeurs et acteurs seront invités : Bertrand Poirot-Delpech, Pringault, Maspéro, François-Régis Bastide, Clara Malraux, ..., et bien d'autres viendront participer aux animations, conférences qui se dérouleront pendant une petite semaine.

- Remise en cause de toutes les tarifications, la municipalité d'action de gauche décrétant le libre accès de la plupart des équipements : les bibliothèques, les piscines, les équipements sportifs, etc... Sur ce sujet, deux réflexions :

- Ernest Martin avait déjà développé le concept du ticket-modérateur (n'oublions pas que c'est un médecin) qui gêne les budgets faibles, et freine l'accès des enfants de familles peu portées sur le fait culturel aux équipements et animations qu'ils pourraient fréquenter pour leur plus grand plaisir, et leur plus grand profit.

- De fait, la fréquentation des équipements municipaux fait un sacré bond. La critique qu'il sera difficile de contrer est que la "gratuité" est un manque à gagner et pèse sur les impôts locaux. Mais, si on prend

l'exemple de la piscine, la personne chargée à l'entrée coûtait plus cher que les recettes ! Les droits d'entrées des bibliothèques étaient ridicules tout en empêchant leur accès. Et tout à l'avenant.

En réalité, l'augmentation réelle des impôts avait d'autres causes et nous en reparlerons au moment des municipales suivantes (1983).

La tâche politique primordiale, c'est d'ancrer **l'autogestion**. La création du service Information en est l'outil. Mais il faut faire vivre, animer et donner un sens aux commissions extra municipales. Les principales, qui se réuniront régulièrement au début, seront celles de l'animation culturelle et de l'urbanisme. Celles des sports (en plus de l'OMS, création de la liste UDG, impulsée par E.Martin), de l'action sociale, etc... seront moins souvent convoquées, et finiront par être jetées aux oubliettes.

La **Commission plénière** avait lieu avant un Conseil Municipal, institution formelle qui se déroule dans un cadre trop bien établi, même si certains aménagements pouvaient être prévus, telle l'interruption de séance pour donner la parole au public. Mais dans le cadre de la Commission plénière, les contraintes légales peuvent être gommées, et le public pouvait, et était même invité à prendre la parole. Nous verrons l'évolution du système et ce que deviendront ces Commissions au cours de la mandature suivante.

Néanmoins, la Liste d'Action de Gauche se montrera dès le début créatrice de nouveaux services municipaux pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin.

Ernest Martin jette les bases du **Service de la Petite Enfance**. A côté des crèches qui coûtent très cher, il est imaginé les haltes-garderies de quartier. Les horaires ne sont plus figés, mais les parents (les mères surtout) peuvent venir confier leur(s) enfant(s), à heures variables, dans une structure proche du domicile, avec une animation de qualité. Surtout, les intervenant-e-s pouvaient conseiller, orienter vers des principes éducatifs que les parents peuvent reprendre ensuite. Ainsi, ceux-ci étaient responsabilisés en étant replacés, recadrés dans leur rôle de parents

Ces créations de services, sans amoindrir les services traditionnels, induiront une sérieuse création de postes. Naturellement, cela se répercutera sur les budgets suivants, et cela ne sera pas sans conséquence politiquement à la fin de la mandature 1977-1983.

Mais auparavant, une nouvelle échéance électorale (une de plus, on vote beaucoup à Louviers) s'annonce.

Les élections municipales 1977.

Les élus sont bien décidés à continuer l'œuvre entamé.

La L.A.G. demandera aux électeurs de lui faire confiance pour développer les idées forces : une mairie pour les citoyens avec créations de services à leur disposition, des citoyens actifs contrôlant l'action des élus.

Quid des partis traditionnels ? Le P.S., qui poursuit son développement dans le mouvement ascendant du Programme commun autour de Mitterrand, et voudrait bien profiter de la fusée CAG pour avoir des élus. Le P.C., bien affaibli, est moins chaud, mais l'heure est à l'union de la gauche, et c'est bien l'argument avancé par Doucet. Cela marque les esprits de bien des gens de gauche, même parfois au sein du CAG.

Après de rudes discussions, le CAG (enfin, les "têtes pensantes", à savoir Ernest Martin et Jean-Charles Houel) fera savoir qu'il décide de partir tout seul, laissant les fragments de la "gauche unie" seuls sur le bord de la route. En gros, le calcul est le suivant : le CAG est suffisamment fort pour emporter seul les élections, et n'a pas à s'entourer d'alliés... encombrants et ambitieux. Bref, le CAG entend avoir les coudées franches au cours de la prochaine mandature.

Ce calcul s'avèrera bon : au premier tour, la L.A.G. arrive largement en tête, et il n'y aura pas de négociation, l'autre liste de gauche se désistant (plutôt mollement) pour nous.

De fait, la L.A.G. remporte les 27 sièges.

La route est libre pour rouler gaiement sur la route de l'autogestion.

La municipalité 1977-1983.

Et c'est reparti pour 6 ans cette fois-ci. On peut travailler dans le temps et perfectionner l'application du programme mis au point au cours des discussions du Chalet, de 1971-1976.

Plusieurs chapitres sont à examiner :

- Les pratiques autogestionnaires.
- Le changement politique de 1981.
- Les réalisations. Réussites et échecs.
- L'usure de l'équipe et les causes politiques de l'échec électoral de 1983.

L'évolution des pratiques autogestionnaires.

Réflexion au passage : le livre de Christophe Wargny ("Louviers sur la route de l'autogestion", éditions Syros) a été écrit, à chaud sans recul suffisant, au début de l'expérience sous l'impulsion d'Elisabeth Boutelet. Il dresse une

image idyllique de la situation. Le PSU voulait en faire un instrument pour propager l'expérience (Christophe, maintenant connu comme collaborateur du « Monde Diplomatique et spécialiste de Haïti, était alors secrétaire régional), mais les critiques et les difficultés n'ont pas été suffisamment exposées.

Car on s'aperçoit que ça "patine" allègrement. Les causes en sont multiples :

- Les débats demandent qu'on respecte le double courant : écoute, puis remontées des expressions citoyennes d'une part, et information objective des actions des élus d'autre part. Il n'est pas sûr que cette démarche soit claire dans les esprits de tous. En particulier, Ernest Martin avait une tendance très nette et très fâcheuse de privilégier la seconde branche de l'action, à savoir distribuer la bonne parole, géniale, forcément géniale, du prophète lovérien. Nous y reviendrons.
- Il n'est pas sûr que du côté des citoyens ce soit bien clair aussi. Il y a le dilemme classique entre faire aboutir une idée, un désir ou une revendication qui concernent personnellement la personne qui intervient et l'examen objectif du bien général sans vraiment se soucier des problèmes globaux. Par exemple, à la Commission Urbanisme, les promoteurs venaient volontiers pour obtenir des informations. Pour en faire quoi ensuite ?
- Le rythme des réunions devient épuisant pour les élus (commissions, municipalité une fois par semaine, plus réunions de travail de toutes sortes, sans compter les réunions du CAG, ...). Au bout d'un certain temps, le besoin de souffler s'impose.

Les commissions extra-municipales sont plus ou moins abandonnées. Nénesse imagine et nous présente la tenue **DES RÉUNIONS DE QUARTIERS**. L'idée de base, c'est d'être à **l'écoute des habitants**, et bien entendu d'apporter ensuite des réponses au cours des réunions suivantes. Bien entendu, c'est aussi l'occasion de présenter les projets de la municipalité de la Liste d'Action de Gauche. C'est ce dernier volet qui intéresse Ernest Martin, jamais à cours d'idées, avec aussi avec la tentation de se montrer, de se faire bien voir pour redorer son blason.

Les premières réunions se passent plutôt bien. Le dialogue s'installe avec la volonté, au début, de respecter la double pédagogie : ascendante et descendante. Dans ces conditions, il était possible d'envisager une action pédagogique pour expliquer les enjeux et les choix d'une ville, et pour les citoyens, d'exercer un contrôle réel.

Mais E.Martin constate que certains adjoints, dont votre serviteur, s'en tirent plutôt bien

et conquièrent une certaine notoriété au cours des réunions.

Alors, Ernest décrète que les adjoints n'ont pas à participer à ces réunions de quartier. Mais lui, s'y rend systématiquement. Ce ne fut pas très heureux parfois. Est-ce sous le coup de l'aveuglement, peut-être de la fatigue, il aura tendance à asséner ses solutions. En particulier, il y aura l'affaire catastrophique de la hauteur des clôtures de la toute nouvelle école du quartier Chalandon que nous venions de faire construire. Les parents (et les enseignants) estimaient que la sécurité des enfants (et leur tranquillité d'esprit) exigeait une hauteur conséquente... pour que leurs chères têtes blondes soient bien parquées. Nous n'étions pas convaincus de la nécessité d'ériger une telle clôture, mais avec Henri Fromentin, Pierre Quéméner et moi-même étions arrivés à faire admettre qu'elle soit de hauteur limitée.

Seul représentant de la municipalité à une réunion de quartier, Ernest Martin annonce brutalement et sans ménagement que la hauteur de la clôture serait pratiquement symbolique. Tollé général qui fera un mal immense et durable dans ce quartier.

Devant un tel succès, les réunions de quartiers disparaîtront elles-aussi. L'autogestion est en rade, pour ne pas dire qu'elle est pratiquement morte.

Il restera bien la **Commission plénière** qui durera jusqu'au bout. Les citoyens ne se pressent pas à ces réunions qui nous serviront en fait de préparation pour le conseil municipal suivant. Le citoyen qui fera "la foule" (comme le disait Fernand Raynaud), ce fut Monsieur Dauphin, ancien commerçant en radios-télévisions, président très actif de la société de pêche, homme à la curiosité sans limites, au demeurant personnage très sympathique (pas vraiment à gauche soit dit en passant). Cela ne pouvait suffire à justifier vraiment le rôle éminemment autogestionnaire de cette commission.

On peut se demander pourquoi cette tentative de réunions de quartier, intéressante car plus proche des habitants, et qui avait plutôt bien commencé, en est arrivée à un tel échec. Je suis pour ma part persuadé qu'Ernest Martin en est grandement responsable. A l'origine de la démarche, il aurait "cassé son jouet" en quelque sorte, sans vraiment le vouloir d'ailleurs.

C'est le moment d'aborder plus en détail la personnalité de Nénesse. C'est un homme qui ne peut laisser indifférent : les Lovériens (et les lovériennes !) l'idolâtraient, ou la détestaient. D'une intelligence exceptionnelle, c'est un excellent médecin. Ses détracteurs lui reconnaissent ce mérite en ajoutant qu'il aurait dû

se cantonner à l'exercice de son art. Il est doté de réelles qualités de cœur : bon, généreux, désintéressé. Ses actions et éclats dans ce domaine sont bien connues et sans limites. Comme médecin, il faisait rarement payer et soignait avec dévouement les plus humbles. Il aurait pu être riche, mais c'est son salaire de médecin à l'hôpital qui assurait les moyens de vivre à sa (nombreuse) famille.

Il ne manquait pas d'idées généreuses. Toute son action le prouve : mouvement anti alcoolique, sa pratique de médecin, ses innovations en mairie (atelier d'urbanisme, petite enfance, politique culturelles, réalisations diverses, nous avons déjà abordé tout cela). Il avait la volonté de les imposer, parfois au mépris de la plus élémentaire prudence.

Cet homme était au fond un grand timide, ce qui explique ses audaces, ses sorties parfois excessives. En confiance, il pouvait être le plus charmant des compagnons. Mais quand les réticences s'organisaient, il pouvait devenir odieux.

Il n'avait pas le désir de tout sacrifier pour faire une carrière politique. Il voulait faire passer ses idées avant tout, les trouvant sans doute géniales, forcément géniales. A vrai dire, pour cela, il pouvait se montrer machiavélique.

Je l'ai vu humilier ses meilleurs amis, et je n'ai pas échappé à ce traitement, comme tout le monde. Car il y a une chose qu'il faut comprendre, c'est qu'il n'entendait pas se faire voler la vedette. Il se voulait le leader incontesté de la "révolution lovérienne". Son attitude lors des réunions de quartier ne peut s'expliquer autrement.

En dépit de tout cela, je ne suis pas le seul à lui avoir conservé mon admiration et mon affection. Mais travailler avec lui était à la fois exaltant et décevant. C'est à coup sûr un personnage complexe, incontrôlable parfois, mais si attachant, hors du commun.

1981 : Mitterrand président.

Nous avons milité pur la défaite de Giscard. Personnellement, même si elle m'a fait un grand plaisir, avec je ne me suis pas fait d'illusions sur la victoire de Mitterrand. Cela a été confirmé par les multiples renoncements des gouvernements successifs, de Mauroy à Jospin.

A Louviers, dans un climat de désillusion grandissante, les élus se sont trouvé pris dans un carcan administratif et institutionnel.

→ Il y a d'abord **les contraintes budgétaires**, auxquelles il faut ajouter la nécessité de **faire des choix**. Ce qui induit parfois un furieux sentiment de frustration quand un des projets que nous soutenons n'aboutit pas après des mois de travail préparatoire. C'est en quelque sorte l'impression que c'est le jeu du "plus fort *la pouque*" en nous laissant le goût amer de la défaite.

→ Il y a aussi **les contraintes administratives**, auxquelles il faut ajouter **les contraintes institutionnelles**.

→ Et puis, il y a l'environnement, ne serait-ce que l'attitude des membres de la liste qui, soit par conviction, soit par ambition ou jalousie n'hésitent pas à "démolir" l'action du "camarade". Il faut l'ambition chevillée au corps, et ne pas hésiter à faire de même pour résister à ce climat. Cependant, nos relations étaient loin d'être mauvaises. Mais se battre contre des amis m'a toujours laissé une impression déplaisante.

→ Il s'ensuit le sentiment d'une énorme perte d'énergie, ayant tendance à nous pousser les jours d'immense lassitude à poser une démission définitive. Mais il y a ensuite des moments de compensation qui nous font repartir.

Nous n'avons pas échappé à la tendance à devenir un notable. C'est un piège qui peut devenir mortel si on n'y prend garde. Mais le plus pernicieux, c'est qu'**un philtre s'interpose entre les élus et les citoyens**. Les messages nous parviennent déformés car les interlocuteurs ne sont plus en situation d'exposer franchement ce qu'ils ont à nous dire. C'est au cours des élections de 1983, et ensuite, que j'ai pris conscience de ce phénomène...

Nous avons peu parlé du député socialiste **François Loncle**, car il n'avait que peu d'influence sur notre action. Ceci dit, nous entretenions de cordiales relations, surtout Henri Fromentin, proche des Radicaux de gauche dont Loncle est issu. La municipalité l'a aidé à se faire élire et réélire. De plus, c'est un personnage qui sait discuter sans rechercher le conflit.

On ne peut pas dire que les gouvernements de gauche aient modifié ou perturbé notre mouvement. Par contre, les désillusions nationales, ajoutées à nos propres turpitudes, n'ont pas été sans conséquences au moment des élections de 1983.

Echecs et réussites de la mandature

Réussites :

- **Construction de 2 Ecoles** : L'Ecole maternelle de la rue Sa-lengro à l'architecture particulière, et l'Ecole élémentaire et maternelle du quartier Chalandon.
- **Maîtrise dans la conduite des Finances.**
- La politique en faveur de la **Petite Enfance.**
- **L'animation culturelle** en général : spectacles ouverts, **libres accès** aux équipements (piscines, bibliothèques, etc...).
- Réalisation d'une **nouvelle station d'épuration.**
- Action en faveur des **personnes âgées** (portage des repas à domicile, mise en place d'un système d'alerte, etc...).
- **Soutien aux travailleurs en lutte.** Pas toujours constants d'ailleurs à cause des relations pas toujours aisées avec les syndicats, en particulier une CGT encore très contrôlée par le PCF Mais les mouvements sociaux trouvaient un soutien à la Mairie de Louviers (comité de chômeurs, association des habitants de la ZAC Maison Rouge, animée en particulier par des militant-e-s de la LCR
- Création d'un ambitieux **Service de transports urbains**

Echecs :

- **L'autogestion.** On en a déjà beaucoup parlé.
- **L'expression libre** dans les Centres de Loisirs.
- **La politique des Sports** incomprise.
- **L'augmentation des Impôts locaux.** Là aussi, grave incompréhension.
- Incompréhension aussi avec le terme de **gratuité.**
- Certaines réalisations à laquelle nous tenions, mais qui n'ont pu être réalisées faute de moyens financiers (rénovation du moulin Lair, nouvelle bibliothèque municipale, etc...).
- Doit-on mettre les rues piétonnes au rang des réussites ou des échecs. Lancées trop tard, Odile Proust se fera un devoir d'en suspendre la réalisation et l'extension. Dommage qu'on s'y soit pris trop tard, car le centre ville aurait eu un tout autre visage !

J'oublie certainement quelques créations de services, mais j'ai noté les plus marquantes. J'ai peut-être tendance à oublier certains aspects négatifs, ayant préféré les évacuer de mon souvenir. Mais certains ont aussi marqué la mandature. Re-pre-nons-en les aspects les plus représentatifs.

Parmi les "clashes" les plus fameux, il y a l'affaire de **"l'expression libre"**.

De quoi s'agit-il ? C'est encore une idée mirifique d'Ernest Martin qui trouve que les Centres de Loisirs ronronnent et végètent dans la médiocrité, et qu'il faut donner un tour révolutionnaire à l'éducation populaire. Il promeut donc **l'expression libre "tous azimuts"**. Il veut qu'un vent de liberté et de création souffle dans les Centres de Loisirs. Etant en charge de ce secteur, j'avais fait mon possible pour dégager les moyens de fonctionner correctement, mais je n'ai jamais voulu évacuer le rôle social de ces équipements dont j'étais à l'origine en 1965 ! Comme directeur du Centre Aéré (1966-1971), je m'étais attaché à lui donner un rôle éducatif plus important.

Ernest Martin semblait ne voir dans le fonctionnement de ces équipements qu'un instrument de sa grandiose politique éducative. J'ai tenté de plaider pour qu'on expérimente au préalable dans un seul des nombreux équipements de la Ville, qu'on en tire les leçons, avant d'en étendre peu à peu l'application. Mais il voulait que ça se passe dans tous les Centres.

Et ce fut un désastre !

Pour mener cette action, de nouveaux animateurs seront recrutés, sans formation ni préparation véritables. Le discours remplace l'action, et après des propos verbeux et fumeux de toutes parts, ils sont lancés immédiatement dans le grand bain. Bien entendu, je suis écarté de tout cela. Je garderai toutefois le contact avec ces animateurs dont certains deviendront des amis.

Les "gamins" profiteront et useront de la liberté qu'on a voulu leur imposer sans qu'une démarche éducative véritable soit mise en place. Les équipements seront saccagés pendant les 2 semaines des vacances de Pâques. L'équipement de la rue de l'abbé Carême qui venait d'être terminé par le chantier municipal sera totalement rasé : disparu, volatilisé ! Il ne restait plus que la dalle, et des débris des murs du petit sanitaire attendant ! Les autres bâtiments de la Ville restaient encore debout, mais c'était comme si une horde de vandales était passé par là. Explication péremptoire de certains animateurs : *"bâtiments pas adaptés"*.

L'effet sera désastreux dans la population. Courageusement, Ernest Martin assume la responsabilité de cette déroute, puis laisse les autres (dont moi-même) le soin de réparer les dégâts. Je mets littéralement les mains dans le cambouis en reprenant en main les animateurs, en les gardant pour la plupart. J'aurai même un sérieux différent avec Elisabeth Boutelet qui était pourtant une vraie camarade et amie. Elle qui avait appuyé le projet d'Ernest, voulait qu'on liquide ces animateurs qui avaient failli. Ce n'était pas

mon avis, considérant qu'ils n'étaient pas les vrais responsables de ce gâchis. Je reprendrai même mon ancien métier de directeur de centre de loisirs au cours du mois de juillet suivant pour sauver ce qui pouvait l'être.

Cahin-caha, ces équipements reprennent vie, les animateurs les moins motivés s'en vont. Mais je n'ai pas l'impression de trouver un soutien en Jean Noisillet. Finalement, un fois la remise en ordre effectuée, je me mettrai quelque peu en retrait, écœuré par les réactions de certains élus et responsables de la mairie.

Parallèlement, et E.Martin n'avait pas remis en cause cette expérience, c'est celle **des terrains d'aventure**. Il s'agit, sous la conduite d'animateurs qualifiés, de favoriser la créativité des enfants. Sur un terrain, ils pouvaient construire, aménager comme ils l'entendaient. Des moyens leur étaient fournis pour cela. Ces terrains d'aventures évoquaient plutôt les bidonvilles de Rio de Janeiro, mais c'était la loi du genre et je pense que ça avait bien marché.

E.Martin avait aussi des idées précises en matière de sport. Il voulait favoriser le **Sport pour Tous** plutôt que le sport officiel basé sur la compétition. C'est une idée valable et intéressante, mais il la défendra avec beaucoup de maladresse, avec aussi avec l'intention de provoquer quelque peu. Il n'était d'ailleurs pas le seul. Patrice Yung, spécialisé dans le sport en ce temps, n'a pas toujours eu des paroles heureuses, c'est le moins qu'on puisse dire !

Ernest Martin, comme médecin, a été confronté aux demandes de dopage, et comme par hasard cela venait de cyclistes ! A bon droit écœuré, il ne trouva rien de mieux que de vouloir interdire une course cycliste. Re-tollé général ! Il pensait avec raison, que la compét' est source de dérives inguérissables, car pour gagner, des gens peu scrupuleux se livrent volontiers aux, tricheries, voire à la corruption, et pour finir au dopage.

Il est dommage qu'à partir d'idées justes, maladresse et provoc' aboutissent à cette incompréhension ineffaçable dans l'esprit de certains Lovériens. Nous retrouverons tout cela lors des élections de 1983.

C'est le moment d'aborder le complexe problème **des finances et de la gratuité**.

D'abord, nous connaissons les bases de ce concept, établi par Ernest Martin dès qu'il fut maire. La culture, les loisirs sont des services publics auxquels tout le monde a droit. Ces activités ne peuvent être réservées au plus favorisés par la vie. C'est une idée révolutionnaire qui fait mal dans le politiquement correct de cette époque, et qui reste (hélas !) toujours bien vivace actuellement.

On ne peut à proprement parler de **gratuité** car, en fait, **elle n'existe pas**. Il y a toujours **un coût réel**, supporté par la collectivité, et ainsi l'impôt est en quelque sorte redistribué. Mais les impôts locaux sont mal conçus et mal répartis, et cette redistribution n'existe pas réellement. La réforme des impôts locaux, promise en 1981, se fait toujours attendre. sera établie.

Il est plus approprié de dire et d'écrire **LIBRE ACCES aux équipements et aux activités**.

C'est déjà une position de principe, mais il y a aussi des considérations pécuniaires qui rendent les esprits obtus encore plus bornés, obsédés par le gain brut sans penser aux autres aspects du problème.

Nous avons déjà évoqué les tarifs de la piscine, mais une des grandes réalisations de la municipalité Fromentin, c'est la mise sur pied d'un véritable **réseau de transports urbains**. Montagne et Thiers ayant torpillé les transports municipaux, une de nos premières tâches fut de rétablir un réseau valable. Dans un premier temps, c'est moi qui ai conduit la création de deux lignes disposées en croix pour drainer Louviers et sa "banlieue". Nous décidons de ne pas acheter de véhicules et de concéder le transport à la Maison Duboc. Pour que ce réseau joue pleinement son rôle, **les bus seront utilisables en libre accès**. La nécessité d'un réseau de transports devient évidente.

C'est Ernest Martin qui fera appel au **C.E.T.E.** (Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement) de Rouen. Des techniciens compétents nous proposeront un réseau complet et rationnel. Nous nous étions équipés au début de mini-bus, moins chers à l'achat, plus maniables, pensant que ce serait suffisant pour répondre aux besoins. Ceux-ci s'avèreront très vite... trop petits. Il faudra trouver à Paris ou à Strasbourg des bus urbains d'occasion vendus par les régies de ces communautés urbaines.

Les bus seront très fréquentés et répondent aux besoins des habitants. On accusera même certain(e)s habitant(e)s de se balader aux frais de la princesse. Et alors ? Ceux qui peuvent le faire par leurs propres moyens ont-ils le droit de parquer les autres sans espoir de les voir s'échapper de leur environnement restreint ? Un certain racisme anti-jeunes sera aussi avancé. Ces reproches s'incrusteront dans la tête des esprits rétrogrades et nous feront mal aussi.

La Préfecture prendra prétexte de la gratuité (pardon, du libre accès) pour refuser ou limiter au maximum les subventions auxquelles toute collectivité locale avait droit !

Nous étions dans le droit fil d'une pensée écologique et environnementale : privilégier le transport collectif pour désengorger le Centre Ville, réduire la consommation de carburant (donc la pollution et l'effet de serre), trouver le moyen le moins coûteux pour les déplacements.

Je peux dire que ce fut un franc succès, et nous n'en sommes pas peu fiers.

La bêtise de certains me stupéfiera toujours quand (les commerçants surtout) nous reprochaient de "perdre de l'argent" avec cette foutue "gratuité". Braqués dans leurs esprits sclérosés par leur obsessionnelle recherche du gain à tout prix, ils se montreront incapables de comprendre les retours gagnants de notre politique. Nous l'avons évoqué avec les bus. Mais, il faut se rendre compte que les habitants des autres communes qui accompagnent leur progéniture, qui à la piscine, qui à la bibliothèque, qui à l'École de musique et autres équipements, profitent tout naturellement de leur déplacement pour faire des achats dans les magasins de Louviers. De fait, quand Odile Proust rétablira des tarifs d'entrée, la "zone de chalandise" se réduira brusquement de 10 ou 15 kilomètres ! En fait, les commerçants ne se rendaient même pas compte qu'ils en profitaient non moins naturellement !

Malgré nos efforts pour faire bien comprendre les bienfaits de la notion de libre accès, les esprits sont fixés : *"la gratuité, ça coûte cher"*. C'est, pour ceux qui ne cherchent pas plus loin que le bout de leur nez, la cause réelle et principale de l'augmentation réelle des impôts locaux. On ne s'en sortira pas. La propagande de nos adversaires porte, car c'est tellement plus simple à admettre que **la notion de rentabilité de l'impôt**.

En réalité, **l'augmentation des impôts fut due à la création de nouveaux services**. Ces créations, utiles et parfois admirables, n'intéressent pas fatalement tout le monde, et puis deviennent "normales" dans l'esprit des utilisateurs, sans qu'ils se posent la question des conséquences fonctionnelles et financières.

Nous avons été élus peu avant le déclenchement du premier choc pétrolier de 1974, que les "trente glorieuses" se terminaient et qu'une longue période de crise commençait. Une certaine raréfaction de l'argent facile est entamée, et nous n'avons pas perçu les conséquences de ce phénomène au niveau des ménages. Notre fringale de réalisations l'a emporté sans que nous ayons la sagesse de freiner les dépenses d'investissement qui entraînent inévitablement des dépenses de fonctionnement.

La tentation de trouver des explications à courte vue a fait le reste, car il nous faut songer à

affronter de nouvelles élections, et ça fait longtemps que ça n'était pas arrivé à Louviers.

1983 : Les élections s'annoncent difficiles.

Nous n'avons pas vraiment vu le coup venir, car nous étions quelque peu aveuglés par nos réalisations dont certaines étaient remarquables. Je me souviens que nous avions une mauvaise perception de l'état de l'opinion à cause de notre "notabilisation". Pourtant, des signes avant-coureurs auraient dû nous alerter.

L'année précédente, il y avait des élections cantonales. Michel Doucet se représente, et peut présenter un bon bilan car ce fut un conseiller général très actif et il avait mené des combats courageux. Mais son attitude vis-à-vis de la municipalité de la Liste d'Action de Gauche lui attirera des réticences et même des antipathies. Le soutien des élus de Louviers ne sera pas très fort. Résultat : très courte victoire d'Odile Proust. Pour elle, ce sera un formidable marchepied pour conquérir la mairie de Louviers.

Mais revenons aux causes de cet échec électoral.

- D'abord, au bout de 7 ans, l'équipe est usée jusqu'à la corde. Nous n'avons pas su contenir les initiatives discutables d'Ernest Martin, même si certaines avaient notre soutien plein et entier. Sans qu'on puisse dire que la guerre soit ouverte entre nous, la cohésion s'est tout de même effilochée. Nous nous sommes épuisés à gérer la mairie, tout en abandonnant le beau rêve autogestionnaire qui nous guidait.
- On peut toujours dire : *"On n'a pas été compris !"*, ce que je n'ai pas manqué de faire, mais il serait plus honnête de déclarer : *"On n'a pas su se faire comprendre !"*. Nous n'avons pas pris le temps d'expliquer, de populariser ce que nous avons voulu faire, parfois dans le désordre. La poursuite d'une pratique autogestionnaire conséquente aurait certainement au moins atténué ce dilemme.
- Les premières désillusions générées par le gouvernement Maurois ont pesé dans le climat politique qui redevient peu à peu favorable à la droite.
- Dans ces conditions, Odile Proust fera une campagne active et percutante. Avec des arguments et des pratiques discutables, mais elle aura le punch, et aussi le culot, de mener la bataille avec efficacité.
- De notre côté, comme tout groupe en perte de vitesse, ça vasouille. D'autant plus que nous nous sommes obligés de faire alliance avec la gauche institutionnelle. Le P.S. est

maintenant mené par Alain Bureau, gendre de Louis Vallée, mais surtout suppléant de François. L'alliance sera convenable, et il n'y aura pas vraiment de conflits entre nous. Mais inévitablement, ça manque de cohérence et d'allant. C'est une alliance dictée par les circonstances, mais qui ne satisfait pas les purs et durs de notre groupe. C'est contraint et résigné qu'Ernest Martin accepte ce compromis. Je me suis demandé s'il n'a pas sciemment torpillé la campagne pour ne pas subir ce qu'il ne voulait pas surtout pas connaître. J'ai imaginé l'hypothèse qu'il comptait sur la période suivante d'opposition pour reprendre du poil de la bête. C'était un calcul fallacieux car nous nous apercevons que le message d'Ernest Martin ne passait vraiment plus. Il faudra attendre la chute d'Odile Proust et le comportement de son fils Franck pour, une bonne fois écarté définitivement des affaires, la pensée commune lui rende justice. Avec le temps, même certains de ses détracteurs diront plus tard : *"Oui, avec le père, c'était autre chose !"*, ou alors : *"Ce qu'il imaginait, ça avait de l'allure !"*, et même : *"Il avait raison au fond !"*.

La victoire d'Odile Proust sera très serrée. Avec la proportionnelle imaginée par Gaston Defferre, la majorité revient à Odile Proust pour moins de cent voix. Dans ces conditions, la gauche réunie (y compris le P.C.F.- Bruno Canivet) gagnera 7 sièges.

Nouvelle période d'opposition : **(1983-1986).**

L'autogestion municipale de Louviers est dépassée depuis quelques années, mais cette défaite électorale en sonne définitivement le glas.

Pendant 3 ans, nouvelle période d'opposition, menée avec vigueur d'ailleurs, bien que le rapport de forces au sein de cette assemblée ne soit plus aussi favorable que lors de l'expérience précédente (1973-1977).

La municipalité Proust s'attache à démolir, dénaturer tout ce que nous avons fait. On assiste encore une fois à une revanche idéologique de caractère réactionnaire et passiste, parfois sous couvert de modernité !

Mais conformément à une tradition bien établie à Louviers, nous aurons droit à de nouvelles élections municipales partielles. La municipalité Proust est en proie à de vives tensions O.-Proust savait faire des campagnes électorales, mais elle ne tenait pas la distance pour la gestion courante. Il se disait qu'elle se comportait comme notre ami Ernest avec ses colistiers. Comme en 1969, le nouveau budget primitif n'est pas adop-

té. Nouvelle dissolution, donc nouvelles élections.

Cette fois-ci, le P.S. prend les choses en main. Il faut dire que le CAG est bien affaibli car il vit une scission. Le groupe dissident NOUS (Nouvelle Organisation Unitaire et Socialiste) s'oppose à Ernest Martin, et déclare n'en plus vouloir. Un des leaders en est Patrice Yung, un des plus acharnés pour mettre Ernest à l'écart.

Les négociations pour constituer la liste seront pénibles et éprouvantes. Ernest Martin n'entend pas être éliminé, ce n'est pas dans sa nature. Pour cela, il ouvre largement les portes et les postes d'adjoints aux dissidents, dont Patrice Yung, qui accepte de faire liste commune avec celui qu'il considère pourtant comme un épouvantail à électeurs, tout heureux de se retrouver adjoint au maire, son rêve et son ambition.

Comme l'armée française, Alain Bureau et ses amis du P.S. sont en retard d'une guerre. Ils copient péniblement et sans génie la précédente campagne électorale d'Odile Proust. Cette dernière a changé de stratégie et de moyens électoraux. Encore une fois, elle l'emportera de peu, mais elle l'emportera car elle saura se battre sur tous les fronts pour "piper des voix" (comme le disait volontiers Ernest) au maximum, alors que notre tête de liste n'a pas toujours eu le courage ou le culot d'affronter les quartiers difficiles, en particulier le quartier Chalandon qu'Odile sut convaincre, en ne lésinant pas sur la démagogie.

Notre campagne fut menée en dépit du bon sens. Le préposé à l'organisation, un très bon ami pourtant, fit preuve de trop d'indolence et d'amateurisme. Je me souviens avoir assisté à une longue et pénible discussion, avant le premier tour, pour la répartition des postes d'adjoints, le maire devant être indiscutablement Alain Bureau. Par contre, la campagne de la semaine qui suit a été bâclée en un quart d'heure.

Odile Proust repasse une nouvelle fois de justesse, mais cette fois-ci, c'en est trop. Fromentin et Quémener, pourtant placés sur la liste pour siéger de nouveau, démissionnent. Automatiquement, je remonte d'un cran pour être élu.

Pourtant, je décide de démissionner à mon tour. Ce que je ne regretterai jamais, au grand jamais. J'ai été écœuré par les basses et mesquines manœuvres pour avoir une place, et par l'indigence de la campagne électorale.

Et la suite ?

Je ne m'attarderai pas sur les péripéties qui suivront. En 1989, Odile Proust emportera une nouvelle fois la mairie, de justesse comme d'habitude. Plus tard, aux cantonales, très déconsidérée au sein de son électorat bourgeois, elle

sera nettement battue par Frank Martin qui précise son intense ambition de conquérir à son tour la mairie de Louviers.

Frank se revendique sans vergogne de son père. Pour appliquer les principes autogestionnaires chers à la Liste d'Action de Gauche ? Nous verrons rapidement que cet ancien mao-spontex n'en a cure, et qu'il mènera la mairie de Louviers de manière classique et autoritaire, exerçant un ascendant certain, pour ne pas dire intimidant, sur ses colistiers qui n'en peuvent mais. Il y aura bien la révolte tardive du P.S. avant les élections de 2008, puis cette année la surprise du lamentable retour dans la même barque de tous les amis de François Hollande.

Le flambeau sera repris par A.G.V. (A Gauche Vraiment) avec l'active et courageuse activité de Gérard Prévost au conseil de 2001 à 2008, puis par Sophie Ozanne et maintenant par Philippe Thouément.

Conclusion

Dire que ce fut une expérience banale serait inexact. Dans l'enthousiasme, nous avons cru pouvoir changer le monde, ou tout au moins le monde lovérien.

Que reste-t-il de cette heptade prodigieuse ? A vrai dire, pas grand-chose de significatif :

L'idée autogestionnaire me semble passée de mode, pour l'instant du moins. Ainsi vont les idées, elles vont, elles viennent, selon le degré d'activité et de contestation sociale.

Et les réalisations dont nous étions si fiers ? Elles ont été tout simplement détruites, ou alors carrément dénaturées, comme vidées de leur substance. On en revient le plus souvent à une gestion classique. Par exemple, les transports urbains sont restés un certain temps en libre accès. Mais quand l'agglomération fut assez importante (50 000 habitants) pour bénéficier du versement-transport (dont la droite proche des patrons ne voulait pas entendre parler), un nouveau réseau fut installé en rétablissant les tarifs, même à Val de Reuil. Le grand manitou de ce secteur (Canivet) estimait qu'il faut faire payer les usagers et que c'était comme naturel et normal. Cet individu prétendait alors être membre du P.C.F. !

Toutefois, il y a chez ceux qui ont connu cette période comme une certaine nostalgie. Même d'anciens opposants semblent regretter ce temps-là où tout semblait possible, où Louviers se distinguait par son originalité, parfois trop même. Certains reconnaissent maintenant le bien-fondé de nos options. Trop tard, il fallait le dire avant. Il reste le souvenir d'une aventure intéressante, mais qui a capoté.

Il y a un chapitre qui me tient à cœur, que j'ai souvent eu l'occasion d'exposer. Sans grand succès il faut bien le dire.

Je prétends, et je continuerai à prétendre que les institutions et certaines pratiques administratives ne se prêtent nullement à l'exercice de l'autogestion. Elles entravent considérablement toute initiative et tout changement en ce domaine. Il sera nécessaire de changer les lois constitutionnelles pour y parvenir, ou du moins le permettre sans gêne excessive.

Que faire avant qu'on en arrive à une situation qui le permette ? Je ne vois pas d'autre solution que de continuer à pratiquer par l'exemple. Il faudrait relancer l'idée autogestionnaire, patiemment, sur des sujets limités au début (finances, équipements et travaux par exemple), avec des solutions originales dans le but de prouver que rendre le pouvoir au citoyen, c'est possible, et même souhaitable.

C'est encore un énorme effort à fournir, à côté de la gestion municipale qui devient toujours plus lourde et plus complexe. Il faudrait imaginer des relais spécifiques pour faire la jonction entre les représentants désignés et les citoyens. Revoir le mode de désignation, en instituant par exemple le retrait automatique de tout représentant qui ne respecte pas la bonne conduite des affaires.

Cette route est parsemée d'écueils, et ils sont de deux natures :

- ➔ Le découragement devant la tâche à accomplir.
- ➔ La menace d'un changement d'équipe municipale qui remette en cause les acquis. C'est ce qui s'est passé à Porto Allegre et, dans une certaine mesure,... à Louviers.

Pour finir, deux fiertés empreintes de satisfaction :

1°) Il est de notoriété publique que jamais la mairie de Louviers n'a versé la moindre commission à un bureau d'études quelconque pour financer un parti politique, même pas le P.S.U. qui semblait d'ailleurs dépourvu en ce domaine. Je n'ai jamais entendu ou constaté la moindre malversation notable chez nos colistiers. Il y avait peut-être des copinages aux effets limités sans qu'on puisse vraiment parler de corruption. De toutes façons, ni Henri, ni Ernest, ni moi, ni les autres n'auraient toléré de tels excès.

2°) Il n'y a jamais eu de fâcheries véritables et définitives. Chacun a repris sa vie, et parfois pris un chemin différent, mais quand on se rencontre, c'est souvent avec plaisir, sans ar-

rière-pensées, du moins en apparence. C'est rare pour être noté, car souvent les rancœurs prennent de telles proportions que la haine, voire la guerre ouverte, s'installe durablement chez des personnes qui se déclaraient amis... avant d'être élus ensemble sur la même liste !

Ce fut donc une histoire humaine, qui baignait dans la générosité et le désir de travailler pour le bien commun.

Je ne regrette pas cette période. Elle fut riche d'expériences en tout genre. J'ai appris beaucoup de choses, eu des joies intenses parfois. J'en suis sorti renforcé sur le plan personnel, mais plus circonspect quant aux arcanes de la nature humaine. Il y a toutefois une chose en quoi je crois de plus en plus : la politique, au sens noble du terme, est trop importante pour la galvauder au profit des intérêts individuels. C'est le sens du bien commun qui doit nous motiver, encore et toujours.

